

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 31.335/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 22 février 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat et devant la Cour de cassation en cas de plainte prévue par l'article 15ter de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques", a donné le 18 avril 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 31.335/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 februari 2001 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State en voor het Hof van Cassatie in geval van klacht als bedoeld in artikel 15ter van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale Kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen", heeft op 18 april 2001 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

I. L'article 15ter, § 3, de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques est rédigé comme suit :

"La procédure ainsi que les modalités d'audition des intéressés sont fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres."

L'article 15ter, §§ 1er et 2, de la loi du 4 juillet 1989 détermine de façon très sommaire les règles procédurales que le Roi est tenu de respecter dans le cadre de l'habilitation qui lui est conférée. Ces règles sont au nombre de cinq :

- 1° la plainte indique l'objet de la demande, l'auteur présumé de l'acte incriminé, la description détaillée de celui-ci et, le cas échéant, son mode de financement;
- 2° la plainte est attribuée à une chambre bilingue du Conseil d'Etat;
- 3° le Conseil d'Etat se prononce dans les deux mois de sa saisine;
- 4° l'arrêt est dûment motivé;
- 5° un pourvoi en cassation contre l'arrêt du Conseil d'Etat est ouvert devant la Cour de cassation dans un délai de trente jours. Ce pourvoi n'est pas suspensif.

.../...

Ces règles procédurales ne sont cependant pas les seules règles que le Roi est tenu de respecter dans le cadre de l'élaboration du projet d'arrêté. La loi du 12 février 1999 a en effet inséré dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat un article 16bis rédigé comme suit :

"La section (d'administration) statue par voie d'arrêts sur les plaintes introduites en application de l'article 15ter de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques."

Il s'ensuit que, lors de la fixation des règles de procédure qui font l'objet du présent arrêté, le Roi doit en principe respecter les dispositions du titre V des lois coordonnées relatif à la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat. Cette solution s'impose d'autant plus que selon l'article 160, alinéa 1er, de la Constitution, la compétence et le fonctionnement du Conseil d'Etat sont déterminés par la loi, qui peut toutefois attribuer au Roi le pouvoir de régler la procédure conformément aux principes qu'elle fixe.

II. Une première difficulté que soulève le présent projet d'arrêté provient de ce que plusieurs règles en projet sont difficilement conciliables ou ne sont pas conciliables du tout avec certaines dispositions des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. Il en va ainsi de :

- la règle selon laquelle les parties ne peuvent déposer de mémoires en réplique et ampliatif, ce qui est contraire aux articles 19, alinéa 3 et 21, des lois coordonnées;

.../...

- la réduction des délais d'intervention (article 8 du projet) qui se heurte au délai de trente jours prévu par l'article 21bis, § 1er, alinéa 5, des lois coordonnées;
- la suppression de la règle visée à l'article 21bis, § 1er, alinéa 7, des lois coordonnées, selon laquelle "la chambre saisie de l'intervention statue sans délai sur la recevabilité de celle-ci et fixe le délai dans lequel la partie intervenante peut exposer ses moyens au fond."

Il est possible de surmonter ces contradictions en tirant argument du délai de deux mois que la loi du 4 juillet 1989 a imposé au Conseil d'Etat pour prononcer son arrêt. En vertu des principes selon lesquels la loi particulière déroge à la loi générale et la loi postérieure à la loi antérieure, il peut être admis que le délai de deux mois prescrit par l'article 15ter, § 1er, alinéa 2, de la loi du 4 juillet 1989 permet d'écarter les dispositions des lois coordonnées qui sont manifestement incompatibles avec ce délai, alors même que cette dérogation aux lois coordonnées n'a pas été expressément formulée dans la loi du 4 juillet 1989 (1).

(1) Dans son arrêt n° 10/2001 du 7 février 2001 (Moniteur belge du 1er mars 2001), la Cour d'arbitrage relève que "l'article 160, alinéa 1er, de la Constitution dispose expressément que la loi peut attribuer au Roi le pouvoir de régler la procédure devant le Conseil d'Etat conformément aux principes qu'elle fixe. Par ailleurs, il va de soi que le nouvel article 15ter ne pourra être appliqué que lorsque la procédure aura été fixée et que celle-ci devra être conforme aux principes généraux du droit particulièrement celui du respect des droits de la défense" (B.7.2. et B.7.3.).

La difficulté devient cependant insurmontable, lorsque le projet d'arrêté soumis à l'examen déroge à certaines dispositions des lois coordonnées sans que la dérogation ne soit prévue dans la loi du 4 juillet 1989 et sans qu'elle ne soit indispensable pour assurer le respect du délai de deux mois pour prononcer l'arrêt. Ainsi, en matière de recours, l'article 17, alinéa 1er du projet supprime les recours en opposition, en tierce opposition et les demandes de révision, alors que ces recours sont prévus par les articles 30, § 3, b), 31 et 35 des lois coordonnées. Ces recours doivent être maintenus. Pour éviter que le délai de deux mois pour prononcer l'arrêt ne soit remis en cause, il suffit de prévoir que les recours ne sont pas suspensifs.

III. Une deuxième difficulté naît de ce que l'article 15ter, § 3, de la loi du 4 juillet 1989 reste en défaut de définir certains principes essentiels de la procédure et de ce que les règles correspondantes qui figurent dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ne peuvent être appliquées parce que le législateur a omis de les rendre applicables aux plaintes introduites dans le cadre de l'article 16bis des lois coordonnées. Tel est le cas de l'article 29 des lois coordonnées relatif au déni de justice et à la récusation. Tel est également le cas de l'article 30 des lois coordonnées qui prévoit que le délai de prescription pour l'introduction d'un recours en annulation est de soixante jours au moins. De même, le Conseil d'Etat observe que ni la loi du 4 juillet 1989, ni les lois coordonnées ne fixent les éléments essentiels de la procédure à suivre après la cassation d'un arrêt du Conseil

.../...

d'Etat, conformément à l'article 15ter de la loi du 4 juillet 1989. En l'absence d'une règle ou, à tout le moins, d'un principe fixé soit dans l'article 15ter de la loi du 4 juillet 1989 soit dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, le projet ne peut régler ni le déni de justice, ni la récusation, ni le délai dans lequel le Conseil d'Etat doit être saisi, ni la procédure après cassation de l'arrêt du Conseil d'Etat. Il convient de remédier à ces lacunes par une modification législative.

IV. En conclusion, le Conseil d'Etat attire l'attention des auteurs du projet sur la fragilité de la base légale qu'ils invoquent. Il n'est pas exclu que les instances juridictionnelles, la section d'administration du Conseil d'Etat et la Cour de cassation, qui seront amenées à appliquer le texte en projet procurent une interprétation plus stricte aux termes de la Constitution et considèrent que le texte prête à critique sur certains points. L'attention des auteurs du projet est également attirée sur certaines lacunes du projet qui ne peuvent être comblées que par l'intervention du législateur. Dans un souci de sécurité juridique, il serait préférable de donner un fondement légal plus certain au projet par une modification de l'article 15ter de la loi du 4 juillet 1989 qui habiliterait le Roi à déroger à certains articles des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, et de fixer dans la loi les principes essentiels de la procédure qui font actuellement défaut.

A ce sujet, le Conseil d'Etat rappelle son avis 29.781/2 du 14 janvier 2000 sur un avant-projet devenu la loi du 18 avril 2000 modifiant les lois sur le Conseil

.../...

d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, ainsi que la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. Dans cet avis, la section de législation avait formulé l'observation suivante :

"Les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat contiennent un certain nombre de dispositions fixant soit des principes soit des règles secondaires concernant la procédure. Dans un souci de conformité avec l'article 160, § 1er, précité, et de sécurité juridique, il est préférable d'habiliter le Roi expressément à déroger aux articles des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat auxquels les auteurs du projet entendraient apporter une dérogation dans l'arrêté d'exécution.".

Le législateur s'est conformé à cette observation. L'article 30, § 2, des lois coordonnées habilite expressément le Roi à fixer des règles particulières, notamment de délai, pour le traitement des requêtes dirigées contre une décision prise en application des lois sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

C'est sous réserve de ces observations générales que sont formulées les observations particulières qui suivent.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Examen du projet

Préambule

Etant donné que l'avis du Conseil d'Etat a été demandé dans un délai d'un mois en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il y a lieu de remplacer l'alinéa 3 par les deux alinéas suivants :

"Vu la délibération du Conseil des ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 31.335/2 du Conseil d'Etat, donné le 18 avril 2001 en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

Dispositif

Article 2

L'arrêté en projet ne prévoit pas que la requête doit indiquer le nom et le siège de l'institution visée à l'article 22, alinéa 1er, de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques. Cette indication serait

.../...

pourtant utile afin de permettre au greffier en chef du Conseil d'Etat de notifier immédiatement une copie de la requête introduite, conformément à l'article 6, alinéa 1er, en projet.

Article 3

Il est renvoyé à l'observation générale n° III.

Article 5

L'alinéa 2 paraphrase l'article 60, alinéa 3, du règlement général de procédure qui dispose :

"Lorsqu'il s'agit d'affaires pendantes devant la même chambre, la jonction peut en être ordonnée par la chambre saisie.".

Il est, dès lors, préférable d'ajouter une référence à l'article 60, alinéa 3, dans la liste des dispositions du règlement général de procédure déclarées applicables par l'article 19 de l'arrêté en projet.

Article 6

1. A l'alinéa 1er, il convient de prévoir que le greffier en chef notifie également une copie de la requête au parti politique mentionné dans la requête introductive.

.../...

2. A l'alinéa 4, il est prévu que toute personne peut prendre connaissance de la requête en s'adressant au greffier de la Commission de contrôle. Il ne faut toutefois pas perdre de vue l'article 19, alinéa 3, des lois coordonnées en vertu duquel "les avocats auront toujours le droit de prendre connaissance au greffe (du Conseil d'Etat) du dossier de l'affaire". L'arrêté en projet ne peut déroger à cette exigence.

Article 13

Il convient de prévoir que le greffier en chef notifie une copie des mémoires à toutes les parties, qu'elles aient ou non déposé un mémoire.

Article 14

En vertu de l'alinéa 1er, le membre de l'auditorat désigné fait rapport sur l'affaire dans les trente jours de la réception de la requête. Afin de permettre à l'auditeur de prendre en considération les mémoires déposés par les intervenants, il convient de faire courir le délai soit à partir de la notification de la requête à l'auteur présumé, soit à partir de la publication de l'avis au Moniteur belge.

.../...

Article 19

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas les raisons pour lesquelles les articles 78 à 83bis du règlement général de procédure qui concernent le "pro deo" ne sont pas déclarés applicables. Même si l'instance est gratuite, il se peut que des frais soient dus, par exemple, à la suite d'une mesure d'expertise qui serait ordonnée par la chambre. L'article 19 doit être adapté en conséquence.

Observation finale concernant le texte néerlandais

Le texte néerlandais est susceptible d'amélioration du point de vue terminologique. A titre d'exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans le texte néerlandais du présent avis.

ALGEMENE OPMERKINGEN

I. Artikel 15ter, § 3, van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen luidt als volgt :

"De procedure alsmede de wijze waarop de betrokkenen worden gehoord, worden vastgelegd bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.".

Artikel 15ter, §§ 1 en 2, van de wet van 4 juli 1989 bepaalt op zeer summiere wijze de procedureregels die de Koning in acht moet nemen in het kader van de hem verleende machtiging. Er zijn vijf zulke regels :

- 1° de klacht vermeldt het onderwerp van de aanvraag, de vermoedelijke steller van de gehaakte handeling, de gedetailleerde beschrijving van deze handeling en in voorkomend geval, de wijze waarop ze is gefinancierd;
- 2° de klacht wordt toegewezen aan een tweetalige kamer van de Raad van State;
- 3° de Raad van State spreekt zich uit binnen twee maanden nadat de zaak aanhangig is gemaakt;
- 4° het arrest wordt behoorlijk gemotiveerd;
- 5° tegen het arrest van de Raad van State kan een cassatieberoep worden ingesteld bij het Hof van Cassatie

.../...

binnen een termijn van dertig dagen. Dit beroep heeft geen schorsende kracht.

Die procedureregels zijn evenwel niet de enige regels die de Koning in acht moet nemen in het kader van het voorbereiden van het ontwerpbesluit. De wet van 12 februari 1999 heeft in de gecoördineerde wetten op de Raad van State immers een artikel 16bis ingevoegd, luidende :

"De afdeling (administratie) doet uitspraak bij wijze van arresten op klachten die zijn ingediend met toepassing van artikel 15ter van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen."

Daaruit volgt dat de Koning, bij het vaststellen van de procedureregels die het onderwerp zijn van het voorliggende besluit, in beginsel de bepalingen in acht moet nemen van titel V van de gecoördineerde wetten die betrekking hebben op de procedure voor de afdeling administratie van de Raad van State. Die oplossing ligt des te meer voor de hand daar volgens artikel 160, eerste lid, van de Grondwet, de bevoegdheid en de werkwijze van de Raad van State worden vastgesteld bij een wet die de Koning evenwel de bevoegdheid kan opdragen om de procedure te regelen overeenkomstig de beginselen die zij vaststelt.

II. Een eerste moeilijkheid die het voorliggende ontwerpbesluit oplevert vloeit voort uit het feit dat verscheidene ontworpen regels moeilijk samengaan of helemaal

.../...

niet bestaanbaar kunnen gemaakt worden met sommige bepalingen van de gecoördineerde wetten op de Raad van State. Dit geldt voor :

- de regel volgens welke de partijen geen memorie van wederantwoord en geen toelichtende memorie kunnen indienen, wat in strijd is met de artikelen 19, derde lid, en 21 van de gecoördineerde wetten;
- de inkorting van de termijnen voor tussenkomst (artikel 8 van het ontwerp) die afstuit op de termijn van dertig dagen waarin artikel 21bis, § 1, vijfde lid, van de gecoördineerde wetten voorziet;
- de opheffing van de regel vermeld in artikel 21bis, § 1, zevende lid, van de gecoördineerde wetten volgens welke "de kamer bij wie de tussenkomst aanhangig is, (...) zonder verwijl uitspraak (doet) over de ontvankelijkheid van de tussenkomst en (...) de termijn vaststelt waarbinnen de tussenkomende partij haar middelen ten gronde kan uiteenzetten."

Die inconsistenties kunnen worden weggewerkt door de termijn van twee maanden die de wet aan de Raad van State heeft opgelegd om zijn arrest te wijzen als argument te gebruiken. Krachtens de beginselen luidens welke de bijzondere wet afwijkt van de algemene wet en de latere wet van de vroegere wet, kan worden aangenomen dat op grond van de termijn van twee maanden voorgeschreven bij artikel 15ter, § 1, tweede lid, van de wet van 4 juli 1989, kan worden voorbijgegaan aan de bepalingen van de

.../...

gecoördineerde wetten, die kennelijk niet bestaanbaar zijn met die termijn, terwijl precies deze afwijking van de gecoördineerde wetten niet uitdrukkelijk is geformuleerd in de wet van 4 juli 1989 (1).

De moeilijkheid wordt evenwel onoverkomelijk wanneer het voorliggende ontwerpbesluit afwijkt van sommige bepalingen van de gecoördineerde wetten, zonder dat in die afwijking wordt voorzien in de wet van 4 juli 1989 en zonder dat ze onontbeerlijk is om te zorgen voor de inachtneming van de termijn van twee maanden om het arrest te wijzen. Zo doet artikel 17, eerste lid, van het ontwerp, wat de rechtsmiddelen betreft, het verzet, het derden-verzet en het beroep tot herziening vervallen, terwijl in die beroepen wordt voorzien in de artikelen 30, § 3, b), 31 en 35 van de gecoördineerde wetten. Die beroepen moeten worden gehandhaafd. Om te voorkomen dat de termijn van twee maanden om het arrest te wijzen op de helling wordt gezet, volstaat het te bepalen dat de beroepen geen schorsende kracht hebben.

(1) In zijn arrest nr. 10/2001 van 7 februari 2001 (Belgisch Staatsblad van 1 maart 2001), wijst het Arbitragehof op het volgende : "Artikel 160, eerste lid, van de Grondwet bepaalt uitdrukkelijk dat de wet aan de Koning de macht kan toekennen de rechtspleging voor de Raad van State te regelen overeenkomstig de beginselen die zij vaststelt. Overigens spreekt het vanzelf dat het nieuwe artikel 15ter pas zal kunnen worden toegepast nadat de rechtspleging is vastgesteld, die ook moet overeenstemmen met de algemene rechtsbeginselen, in het bijzonder het beginsel van de inachtneming van de rechten van verdediging."(B.7.2. en B.7.3.).

III. Een tweede moeilijkheid ontstaat doordat artikel 15ter, § 3, van de wet van 4 juli 1989 bepaalde kernbeginselen van de procedure niet omschrijft en doordat de overeenstemmende regels die zijn opgenomen in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, niet kunnen worden toegepast omdat de wetgever verzuimd heeft ze toepasselijk te verklaren op de klachten ingediend in het kader van artikel 16bis van de gecoördineerde wetten. Zulks is het geval met artikel 29 van de gecoördineerde wetten betreffende de rechtsweigering en de wraking. Zulks is eveneens het geval met artikel 30 van de gecoördineerde wetten, waarin wordt bepaald dat de termijn van verjaring voor het instellen van een beroep tot nietigverklaring ten minste zestig dagen bedraagt. Evenzo merkt de Raad van State op dat noch de wet van 4 juli 1989, noch de gecoördineerde wetten de hoofdlijnen vaststellen van de procedure die moet worden gevolgd na cassatie van een arrest van de Raad van State, overeenkomstig artikel 15ter van de wet van 4 juli 1989. Bij ontstentenis van een regel of, op zijn minst, van een beginsel dat is neergelegd ofwel in artikel 15ter van de wet van 4 juli 1989, ofwel in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, kan het ontwerp noch de rechtsweigering, noch de wraking en evenmin de termijn waarbinnen de Raad van State moet worden geadieerd regelen en kan het ook niet voorzien in de procedure na cassatie van het arrest van de Raad van State. Die lacunes dienen te worden verholpen door een wetswijziging.

.../...

IV. Tot slot wijst de Raad van State de stellers van het ontwerp op de wankelende rechtsgrond die zij aanvoeren. Het is niet uitgesloten dat de rechtsprekende instanties, de afdeling administratie van de Raad van State en het Hof van Cassatie, die de ontworpen tekst zullen moeten toepassen, de bewoordingen van de Grondwet op een beperkender wijze interpreteren en ervan uitgaan dat de tekst op bepaalde punten voor kritiek vatbaar is. De stellers van het ontwerp worden eveneens opmerkzaam gemaakt op bepaalde lacunes van het ontwerp die alleen weggewerkt kunnen worden door het optreden van de wetgever. Ter wille van de rechtszekerheid zou het verkieslijk zijn het ontwerp een deugdelijkere rechtsgrond te geven door een wijziging van artikel 15ter van de wet van 4 juli 1989, waarbij de Koning zou worden gemachtigd om af te wijken van bepaalde artikelen van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, en in de wet de kernbeginselen van de procedure neer te leggen, die thans ontbreken.

In dat verband verwijst de Raad van State naar zijn advies 29.781/2 van 14 januari 2000 over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de "wet van 18 april 2000 tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerde op 12 januari 1973, alsook aan de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen". In dat advies had de afdeling wetgeving de volgende opmerking gemaakt :

"De gecoördineerde wetten op de Raad van State bevatten een aantal bepalingen waarin ofwel beginselen, ofwel bijkomstige regels betreffende de rechtspleging

.../...

worden vastgelegd. Ter wille van de overeenstemming met het voormelde artikel 160, § 1, en van de rechtszekerheid, is het verkieslijk de Koning uitdrukkelijk te machtigen om af te wijken van de artikelen van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarvan de stellers van het ontwerp zouden willen afwijken in het uitvoeringsbesluit."

De wetgever heeft zich gedragen naar die opmerking.

Artikel 30, § 2, van de gecoördineerde wetten machtigt de Koning uitdrukkelijk om bijzondere regels, onder meer inzake de termijnen, vast te stellen voor de behandeling van de verzoekschriften gericht tegen een beslissing genomen met toepassing van de wetten betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Het is onder voorbehoud van die algemene opmerkingen dat de volgende bijzondere opmerkingen worden gemaakt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Aangezien de Raad van State, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, verzocht is zijn advies uit te brengen binnen een termijn van een maand, dient het derde lid vervangen te worden door volgende twee leden :

.../...

"Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van één maand;

Gelet op advies 31.335/2 van de Raad van State, gegeven op 18 april 2000¹, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

Dispositief

Artikel 2

Het ontworpen besluit bepaalt niet dat in het verzoekschrift de naam en de zetel van de instelling, bedoeld in artikel 22, eerste lid, van de wet van 4 juli 1989 betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezingen van de federale kamers, de financiering en de open boekhouding van de politieke partijen, moeten worden opgegeven. Deze vermelding zou nochtans nuttig zijn om de hoofdgriffier van de Raad van State in staat te stellen, overeenkomstig het ontworpen artikel 6, eerste lid, onverwijld een afschrift van het ingediende verzoekschrift ter kennis te brengen.

.../...

Artikel 3

Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. III.

Artikel 5

Het tweede lid parafraseert artikel 60, derde lid, van de algemene procedureregeling dat als volgt luidt :

"Geldt het zaken die bij dezelfde kamer aanhangig zijn, kan de samenvoeging ervan door deze kamer bevolen worden.".

Bijgevolg is het verkieslijk een verwijzing naar artikel 60, derde lid, op te nemen in de lijst van bepalingen van de algemene procedureregeling die toepasselijk worden verklaard door artikel 19 van het ontworpen besluit.

Artikel 6

1. In het eerste lid dient te worden bepaald dat de hoofdgriffier eveneens een afschrift van het verzoekschrift ter kennis brengt van de politieke partij die wordt vermeld in het inleidende verzoekschrift.

2. In het vierde lid wordt bepaald dat iedere persoon inzage kan nemen van het verzoekschrift door zich te wenden tot de griffier van de Controlecommissie. Evenwel mag niet worden voorbijgegaan aan artikel 19, derde lid, van

.../...

de gecoördineerde wetten dat als volgt luidt : "De advocaten hebben steeds het recht op de griffie (van de Raad van State) kennis te nemen van het dossier en een toelichtende memorie in te dienen in de voorwaarden te bepalen bij de koninklijke besluiten bedoeld bij artikel 30." Het ontworpen besluit mag van dat vereiste niet afwijken.

Artikel 13

Er dient te worden bepaald dat de hoofdgriffier een afschrift van de memories ter kennis brengt van alle partijen, ongeacht of ze al dan niet een memorie hebben ingediend.

Artikel 14

Krachtens het eerste lid brengt het aangewezen lid van het auditoraat verslag uit over de zaak binnen dertig dagen na ontvangst van het verzoekschrift. Om de auditeur in de mogelijkheid te stellen de door de tussenkomende partijen ingediende memories in aanmerking te nemen, dient de termijn in te gaan ofwel vanaf de kennisgeving van het verzoekschrift aan de vermoedelijke steller van de handeling, ofwel vanaf de bekendmaking van het bericht in het Belgisch Staatsblad.

.../...

Artikel 19

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom de artikelen 78 tot 83bis van de algemene procedureregeling, die betrekking hebben op het "pro deo", niet toepasselijk worden verklaard. Zelfs als het geding kosteloos is, kunnen er kosten zijn, bij voorbeeld als gevolg van een expertisemaatregel die door de kamer zou zijn bevolen. Artikel 19 moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Slotopmerking over de Nederlandse tekst

De Nederlandse tekst is uit terminologisch oogpunt vatbaar voor verbetering. Bij wijze van voorbeeld worden hieronder enkele voorstellen gedaan :

- in de inleidende zin van artikel 1 schrijve men : "dit besluit" in plaats van "onderhavig besluit";
- in artikel 2, eerste lid, schrijve men "ingediend met" in plaats van "ingediend door";
- in artikel 4, tweede lid, schrijve men "Zo niet, dan worden" in plaats van "Zoniet worden";
- ter wille van de overeenstemming met artikel 7 schrijve men in artikel 6, eerste en tweede lid, "brengt ter kennis van" in plaats van "betekent aan";

.../...

- in artikel 8, derde lid, schrijf men "mogen" in plaats van "kunnen";
- in artikel 14, vierde lid, schrijf men "beschikking" in plaats van "verordening";
- in artikel 15, eerste lid, schrijf men "de aangewezen staatsraad en het aangewezen lid van" in plaats van "het aangewezen raadslid en lid van";
- in artikel 15, tweede lid, schrijf men "het verhoor" in plaats van "de hoorzitting" en "de staatsraad" in plaats van "het raadslid";
- in artikel 17, eerste lid, schrijf men "beroep tot herziening" in plaats van "aanvraag tot herziening".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. LIENARDY,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. X. DELGRANGE, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. X. DELGRANGE, audi-
teur. De nota van het Coördina-
tiebureau werd opgesteld en toe-
gelicht door de H. P. BROUWERS,
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS